1412

Annexe 2: Matrice des mesures (2003 – 2005)

Pour chaque domaine/secteur, les principaux objectifs/stratégies déclinés dans le texte ont été choisis et les principales actions permettant la réalisation de ces objectifs stratégies ont été définies. Le plan d'action prioritaire est un sous ensemble de la matrice des mesures.

Groupes/Domaines/	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Secteurs /	Réduire la vulnérabilité des activités agricoles	Attribution de garanties sur le sol Renforcement des fonds de garantie Mise en place de fonds de calamité décentralisés Promotion d'un cadre juridique qui incite à la bonne conservation et utilisation des ressources naturelles
	Favoriser le développement foncier et les investissements productifs	Délimitation précise des communautés rurales Réalisation et gestion des investissements structurants par l'Etat et les collectivités locales Baisse du coût de l'aménagement Mesures visant à rendre le cadastre rural effectif
	Promouvoir une bonne politique de commercialisation et de distribution	Création de structures de normalisation, d'entreposage Appui au développement des systèmes d'information Organisation de foires régionales
Agriculture	Intensifier et moderniser la production agricole	Appui pour l'acquisition de moyens matériels Allégement des conditions de l'octroi de crédit pour le monde paysan Mise en place d'un fonds de bonification du secteur de l'agriculture Appui à la recherche agricole Utilisation de nouvelles technologies Amélioration des systèmes d'approvisionnement en intrants Promotion et extension de l'accès aux équipements agricoles et facteurs de production Mise en place de variétés adaptées aux conditions agro-écologiques et à haut rendement Formation et conseils agricoles Lutte contre la dégradation des terres Appui aux actions de fertilisation des sols Privatisation de la SONACOS avant les semis de 2003 Application stricte de l'accord cadre ETAT – SONANCOS – CNIA Gestion du stock de semences d'arachide sélectionnées par les opérateurs semenciers
	Alléger la fiscalité pour toute la filière de production agricole	Révision des textes régissant la fiscalité rurale  Mesures fiscales en vue de la diminution des prix des intrants et du matériel agricole
	Développer l'agriculture irriguée	Accroissement des périmètres irrigués  Développement de la petite irrigation autour des forages, des bassins de rétention etc.  Construction de barrages anti-sel et de digues de retenue
	Promouvoir l'agro-industrie	Promotion d'unités agro-industrielles de substitution aux produits importés Mise en place d'un fonds de garantie Promotion de micro-entreprises et de petites entreprises rurales Renforcement des capacités des organisations publiques et privées d'appui aux micro-entreprises Sensibilisation et incitation des émigrés pour l'investissement dans l secteur productif agricole
	Augmenter et diversifier les revenus agricoles	Développement de produits d'exportation dits de « niche »  Exploitation des opportunités offertes par les filières émergentes
	Renforcer le rôle des organisations paysannes	Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de renforcement des organisations professionnelles paysannes

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Oction 57	Renforcer les infrastructures de soutien en milieu rural	Equipement des villages-centres
Infrastructures de soutien	Etendre le réseau téléphonique	Réalisation de nouveaux branchements téléphoniques
	Désenclaver les zones rurales	Réhabilitation de routes en terre Construction de routes en terre
	Réaliser la sécurité alimentaire	Multiplication des points d'eau Appui au développement des services vétérinaires privés dans les zones d'élevage Structuration des services de l'élevage Développement de l'insémination artificielle Organisation et amélioration des circuits de commercialisation
Elevage	Assurer l'équité dans les rapports de prix, les termes de l'échange villes-campagnes et l'accès à la terre et aux ressources naturelles	Lutte contre les épizooties  Structuration et régulation des marchés
	Accroître la productivité du sous-secteur	Mise en place de lignes de crédit pour le développement des filières animales Fluidité des activités tout au long de la filière bétail-viande Amélioration des circuits de commercialisation Relance de la production laitière Multiplication des espèces à cycle court Equipement des services de l'élevage
	Sécuriser la production animale	Renforcement de la lutte contre les vols de bétail
Pêche	Assurer la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques	Planification et sensibilisation pour une utilisation rationnelle et responsable des ressources halieutiques Mesures de sécurité pour les pêcheurs Elaboration d'une stratégie pour le renforcement de la coopération internationale en matière de pêche Lutte contre la pollution des eaux marines
	Satisfaire la demande nationale	Développement de la pêche continentale Promotion du débarquement des produits halieutiques sur le territoire national Diffusion de produits halieutiques sur toute l'étendue du territoire national
	Valoriser les ressources halieutiques	Mise en place d'un environnement institutionnel adapté Appui pour l'acquisition d'équipements de pêche Construction de quais de pêche Programme d'appui pour la transformation des produits de pêche
	Promouvoir la qualification des professionnels du secteur	Appui à la formation des professionnels du secteur
Artisanat	Mettre en place des systèmes de financement décentralisés techniquement et financièrement solides	Formation des agents pour le renforcement des capacités managériales et techniques
	Améliorer la qualité des produits artisanaux  Pérenniser les actions de formation des artisans et de	Création de centres de distribution décentralisés Création de circuits de distribution ramifiés à partir des villages Réhabilitation et modernisation des centres de formation Développement de programmes de sensibilisation, d'information,

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Industrie	Développer le secteur industriel	Création d'un nouveau code des investissements davantage simplifié et flexible  Mise en place d'un programme de crédit destiné aux PME/PMI  Mise en place d'une politique fiscale favorable aux PME/PMI et aux investissements directs étrangers  Orientation des investissements publics vers le relèvement de la productivité  Etablissement de relations de partenariat stratégique entre le secteur privé local et les entreprises étrangères dans les secteurs clés  Exploitation des opportunités offertes par l'intégration régionale et la coopération avec les pays voisins  Mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités en management et des connaissances technologiques  Dispositif d'appui et de suivi des performances des entreprises
	Développer les capacités de production	Promotion de la force motrice dans les activités productives
	Développer les infrastructures et services énergétiques	Implication du secteur privé, des associations villageoises et des collectivités locales
	Diversifier les sources d'énergie	Implantation de boutiques-énergie Promotion et valorisation des énergies nouvelles et renouvelables Intégration des sources d'énergies renouvelables dans le développement du monde rural Promotion du pétrole lampant et du gel fuel Valorisation des déchets de biomasse
Energie	Améliorer et sécuriser l'accès des populations aux combustibles domestiques	Réalisation de terminaux de charbon de bois Campagne de sensibilisation des populations à l'utilisation rationnelle de l'énergie Accès des populations aux combustibles domestiques Mise en place d'un fonds d'appui spécifique pour faciliter l'acquisition d'équipements de cuisson plus efficients
	Renforcer l'électrification rurale	Intensification de l'électrification rurale Programme d'appui au développement de l'électrification rurale Electrification de la totalité des chefs-lieux de communauté rurale Electrification des infrastructures d'éducation et de santé Promotion de projets d'initiative locale d'électrification rurale
Mines	Concevoir une législation minière suffisamment attractive et promouvoir une politique minière favorisant un développement durable	Mise en place d'un nouveau code minier attractif
	Favoriser l'émergence d'activités minières artisanales et semi- industrielles	Renforcement du fonds de développement géologique et minier Appui technique et financier aux orpailleurs Mise en place d'un fonds de promotion du secteur minier Réalisation d'études sur les ressources disponibles
	Contribuer à diversifier les sources de revenus des populations	Recherche de nouvelles applications aux substances à faibles débouchés
Commerce	Développer le commerce intérieur	Création et réhabilitation de marchés ruraux Amélioration du système d'information sur les marchés Promotion de la participation accrue des opérateurs économiques nationaux à la commercialisation de la production locale
	Développer le commerce international	Diversification des marchés et produits d'importation et d'exportation

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Tourisme	Sauvegarder et valoriser le potentiel touristique	Aménagement de nouveaux sites touristiques Promotion d'un tourisme de luxe et la chartérisation Lutte contre l'insécurité des touristes Mise en place d'un code touristique Promotion et soutien des expériences de loisirs communautaires et des métiers liés aux loisirs Implication des privés dans l'exploitation et l'investissement touristique
Culture	Promotion d'entrepreneurs, acteurs et agents culturels	Mise en place d'un environnement juridique et fiscal favorable Définition d'un statut des professionnels du secteur Renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de la Culture Appui aux institutions de développement culturel Appui à la création de mutuelles
Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)	Accélérer le développement des télé services	Promotion de l'investissement privé permettant la multiplication des accès au téléphone et à l'Internet Elaboration et mise en œuvre de programmes de formation adaptés aux besoins des filières des NTIC Programme d'appui aux entreprises de télé services en milieux urbain et rural pour l'accès aux marchés national et régional Appui aux radios communautaires Développement du marché public des télé services

## Mesures d'accompagnement

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
	Promouvoir une accélération de la croissance	Approfondissement des réformes structurelles et sectorielles Amélioration de l'environnement socio-économique Mise en place d'une capacité de production compétitive Renforcement des capacités d'élaboration et de gestion de la politique macroéconomique
	Maintenir une stabilité des prix	Politique monétaire et budgétaire prudentes Mise en œuvre d'une bonne politique de promotion de l'offre en vue d'améliorer le bon niveau d'approvisionnement des marchés Allégement de certains coûts des facteurs techniques de production Suivi du respect des règles de la concurrence Mise en place de magasins de référence Développement de marchés de produits locaux
Cadre macroéconomique	Contenir le solde budgétaire et celui de la balance des paiements à des niveaux compatibles avec les financements intérieurs et extérieurs attendus	Poursuite de l'application d'une politique vertueuse par la maîtrise d'un profil des agrégats budgétaires conforme aux directives communautaires Elargissement progressif de la base fiscale Gestion prudente et plus rigoureuse de la dépense publique par la transparence des procédures et l'optimisation des allocations budgétaires Systématisation de la budgétisation par objectifs Promotion plus rigoureuse des exportations et une meilleure distribution de la production afin de réduire le poids des importations
	Continuer à mener une politique monétaire prudente, en conformité avec les objectifs communautaires de stabilité, de croissance et consolidation de la position extérieure de l'UEMOA	Maintien du dispositif basé sur les mécanismes de contrôle plus souples et davantage incitatifs Poursuite du désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire au profit du secteur privé Financement adéquat du secteur privé
	Renforcer les bases à long terme du développement et d'amélioration de l'efficacité de l'intervention de l'Etat	Poursuite des programmes de privatisation Renforcement du dispositif de suivi des entreprises publiques

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
	Promouvoir les investissements et les exportations	Mise en œuvre de conditions favorables pour orienter les investisseurs vers le Sénégal et développer l'investissement local (guide de l'investisseur) Mise en place d'un dispositif d'identification des débouchés Amélioration de l'environnement juridique et institutionnel Développement de ventes d'entreprises locales sur le marché international Préparation d'un document stratégique pour l'insertion du Sénégal au marché mondial
	Intensifier l'ajustement interne des entreprises	Meilleure insertion des entreprises dans un environnement nationa et international marqué par une concurrence de plus en plus forte Accroissement du rôle des organisations patronales
	Rendre les organisations patronales et professionnelles plus représentatives, fortes et tournées vers les besoins des entreprises	Amélioration des services aux entreprises adhérentes Renforcement des capacités de proposition et d'analyse
	Redynamiser les chambres de commerce et de métier	Réforme radicale de l'organisation des chambres consulaires Renforcement du rôle d'interface des chambres consulaires entre le secteur public et privé
	Rationaliser et renforcer le dispositif d'appui au secteur privé	Assistance technique et technologique aux entreprises Promotion de la qualité et de la normalisation Accès des entreprises au crédit Renforcement de la concertation entre l'Etat et le secteur privé Meilleure coordination et rationalisation des initiatives prises pour le développement du secteur privé
Secteur Privé	Simplifier et de rationaliser le système d'incitation fiscale à l'investissement	Engagement d'une procédure de révision du code des investissements Réforme du régime des domaines industriels Mise en place du code des investissements communautaire
	Simplifier les procédures liées à l'exercice de certaines activités de constitution des sociétés	Adoption d'une loi d'orientation en matière d'allégement de certaines procédures liées à l'investissement
	Simplifier la fiscalité	Simplification de la base taxable de l'impôt sur le revenu Etude de la possibilité de mettre en place une taxation unique pour les PME Implication plus grande du secteur privé dans le cadre des réflexions menées sur la fiscalité
	Poursuivre et approfondir le processus de privatisation	Poursuite et finalisation du programme de privatisation Développement de l'actionnariat populaire par la mise en vente en bourse d'une partie des titres des sociétés à privatiser Mise en place des mécanismes de facilitation de l'actionnariat populaire et du secteur privé national dans le processus de privatisation
	Améliorer l'accès des entreprises au crédit	Révision du droit des affaires pour une meilleure prise en compte de la nécessité de développer les marchés financiers Réforme de la fiscalité sur les opérations financières Encouragement de l'installation de banques spécialisées Encouragement de l'installation de guichets dédiés aux PME au sein des banques Promotion du développement d'un marché de titres de créances négociables émis par les entreprises Soutien du développement de la BRVM notamment par la mise en vente en bourse d'une partie des titres des sociétés à privatiser

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Appui aux PME	Appuyer et accompagner les PME dans leur développement	Stimulation de l'initiative entreprenariale Organisation et facilitation de l'accès aux services de conseil Mise en place d'une coordination du système global d'appui Mise en place d'une coordination de l'appui international direct à l'entreprise Développement de programmes de financement par les SFD pour les secteurs porteurs
Emploi	Assurer une meilleure gestion de la main d'œuvre	Révision du fonctionnement du marché du travail
	Améliorer la gestion et l'employabilité de la main d'œuvre	Mise en place de systèmes de gestion des emplois, métiers et compétences
	Renforcer l'efficacité et la transparence du marché de l'emploi	Mise en place d'une agence nationale assurant la transparence et l'efficacité du marché de l'emploi Programme d'information sur le marché de l'emploi
	Promouvoir l'emploi indépendant en milieu rural et urbain	Mise en place de programmes de formation-insertion ciblés sur des métiers porteurs  Appui et promotion de micro-entreprises en milieux périurbain et rural
	Promouvoir les activités HIMO	Evaluation et information sur les expériences HIMO

# Renforcement des capacités et promotion des services sociaux de base

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
	Généraliser l'enseignement élémentaire	Construction, réhabilitation et équipements de salles de classes et d'écoles primaires Construction de cases des tout-petits et classes pré-scolaires Entretien des classes Distribution de manuels scolaires Recrutement de personnel enseignant
	Relever le taux d'accès à l'enseignement moyen et secondaire	Construction et réhabilitation de salles de classes Recrutement de personnel enseignant qualifié
Education — Formation	Améliorer l'accès et la durée de séjour des filles dans tous les niveaux d'enseignement	Adoption de plan d'inscription et de maintien des filles dans le cycle primaire Conception et mise en œuvre de programmes de promotion de l'égalité des chances et des sexes dans le système éducatif
	Promouvoir l'éducation qualifiante des jeunes et des adolescents	Mise en place des programmes de formation et de perfectionnement dans les filières créatrices d'emplois Création de comités de gestion des programmes de formation
	Promouvoir l'enseignement professionnel	Création de centres de formation professionnelle dans les secteurs porteurs Création de centres de formation pour le renforcement des capacités des femmes
	Eradiquer l'analphabétisme	Développement et mise en œuvre des programmes d'éducation et d'alphabétisation fonctionnelle

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Santé	Améliorer la qualité et l'offre de services de santé	Construction et réhabilitation de structures de santé (cases, postes et centres de santé) Equipement des infrastructures sanitaires Développement de programmes de vaccination Recrutement et mise en place de personnel médical Programme de facilitation de l'accès des groupes vulnérables aux médicaments Améliorer l'accessibilité des pauvres aux services de santé Acquisition de médicaments sociaux Contractualisation des prestations de service Formation de spécialistes et stages pratiques Appui logistique à l'évacuation sanitaire des zones pauvres
	Développer les services de santé à base communautaire	Création, renforcement des services de santé à base communautaire en zone rurale et périurbaine Fonds d'appui aux mutuelles de santé Programme de formation pour les agents des services de santé communautaire Développement des échanges d'expériences entre différentes régions en matière de santé communautaire
	Développer chez les populations les attitudes et comportements de prévention des maladies	Programme de sensibilisation sur les attitudes et comportements
	Améliorer la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme	Prévention du VIH/SIDA et du paludisme Renforcement en équipements des infrastructures sanitaires pour les analyses Prise en charge du traitement des malades du SIDA Prise en charge des enfants porteurs du VIH dans les centres de nutrition communautaires
	Lutte contre la mortalité maternelle et infanto- juvénile	Renforcement des programmes de vaccination Développement et généralisation des consultations prénatales Mise en œuvre d'un programme de sensibilisation sur les effets des mariages précoces

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
	Promouvoir une gestion durable des ouvrages (maintenance)	Programme de renforcement des capacités des comités de gestion des forages Promotion des énergies nouvelles et renouvelables dans le cadre de la motorisation des ouvrages
Eau potable	Accroître le taux d'accès à l'eau potable	Renforcement de la politique de branchements sociaux Construction de forages motorisés Réhabilitation et fonçage des puits modernes en milieu rural Réhabilitation de forages et réalisation d'ouvrages de stockage Dessalement des eaux pour approvisionner les zones où les forages ne constituent pas une solution Définition de périmètres de protection et de lutte contre l'insalubrité autour des puits villageois Généralisation des branchements sociaux

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
Transports – Mobilité	Assurer une meilleure organisation	Renouvellement du parc automobile de transport public Sécurisation des travailleurs
	Améliorer les transports urbains et ruraux	Mise en œuvre du projet d'amélioration de la mobilité urbaine Rationalisation de l'offre de transport Mesures d'appui au transport urbain public Renforcement des échanges interurbains Finalisation de la stratégie de transport rural Entretien et réhabilitation d'infrastructures de transport
	Valoriser les ressources forestières	Sensibilisation et implication des populations locales sur la gestion durable des ressources Promotion d'unités d'exploitation et de transformation des produits forestiers Renforcement des capacités des producteurs Recherche de débouchés pour les produits transformés Mise en place de programmes, de projets, de plans de gestion intégrés des ressources naturelles Appui aux projets d'agro-foresterie
	Sauvegarder l'environnement et lutter contre la désertification	Protection et aménagement des forêts, des bassins versants Mise en œuvre de programmes d'aménagement et d'agro-foresterie Promotion des actions de traitement et de recyclage des déchets industriels Programme de lutte contre les pollutions et nuisances industrielles
Ressources	Sauvegarder la faune et la flore	Programme de lutte contre les feux de brousse
naturelles et nvironnement	Sauvegarder l'environnement marin et côtier	Programme de lutte contre la pollution marine Programme de conservation et de protection des ressources marines
	Trouver un point d'équilibre entre la satisfaction des besoins des populations et le maintien de la biodiversité	Elaboration et mise en œuvre de plans régionaux pour l'environnement Protection et régénération des ressources fragiles Préservation de la base reproductive dans un environnement équilibré et productif Inventaire et suivi permanent de l'état des ressources naturelles
	Valoriser les ressources sauvages	Développement et renforcement de la filière de la cueillette
	10101	Atténuation de la pression démographique sur l'environnement Amélioration des systèmes d'assainissement, de collecte et de traitement
	Renforcer les capacités en gestion des ressources naturelles et de l'environnement	Programme de formation, d'éducation, sensibilisation, d'alphabétisation, etc.

Groupes/Domaines, Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires
	Améliorer l'accès à des systèmes adéquats d'évacuation des excréta	Réalisation d'ouvrages collectifs et individuels d'évacuation des excréta  Augmentation de la connexion au réseau d'assainissement en milieu urbain et péri-urbain  Construction de latrines pour les ménages en milieu rural
Assainissement	Améliorer l'accès à des systèmes adéquats d'évacuation des eaux usées et ordures ménagères	usées et promotion des fosses de compostages des ordures ménagères. Développement de systèmes de gestion des déchets solides en milieu urbain
	Changer positivement les attitudes et comportements des populations bénéficiaires	Programme d'IEC Renforcement des compétences et des capacités des acteurs
	Promouvoir la transparence dans la gestion des affaires publiques	Allégement des procédures de passation des marchés publics Finalisation du code des marchés en chantier depuis 1996 Réduction du contrôle à priori et renforcement du contrôle à posterior Systématisation du contrôle et l'évaluation des structures publiques et para – publiques Amélioration du système d'information dans l'administration et entre l'administration et le secteur privé Vulgarisation des conclusions des contrôles et évaluations des sociétés parapubliques Création de cadres de concertation entre l'administration et le secteur privé Vulgarisation sur une base mensuelle des opérations financières de l'Etat
Bonne gouvernance	Lutter contre la corruption et moderniser l'Administration	Mise en place d'un observatoire pour la lutte contre la corruption Suppression des dispositions susceptibles de remettre en cause l'inamovibilité des magistrats de siège Refonte des textes régissant les marchés de l'Etat Renforcement de l'efficacité du dispositif de contrôle de l'exécution des marchés de l'Etat Poursuite de la réforme de la fonction publique
	Améliorer la gestion des finances publiques	Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques Poursuite de la transformation du système fiscal Respect des principes édictés dans le code de transparence de l'UEMOA concernant la fiabilité des finances publiques Mise à disposition des informations relatives aux lois de finances, de règlement et au TOFE à bonne date.
	Réhabiliter la justice	Réduction des délais de procédure judiciaire
écentralisation	Approfondir la décentralisation	Mise en place de dispositions fiscales locales permettant aux collectivités locales de financer des investissements publics locaux Réforme du code des collectivités locales

# Amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires						
	Assurer une couverture socio-sanitaire et nutritionnelle adéquate aux enfants de familles vulnérables	Renforcer les programmes de vaccination Amélioration du système de soins de santé primaires Promotion de l'éducation pour la santé de la mère et de l'enfant Elaboration et mise en œuvre d'une politique nutritionnelle ciblée sur les enfants des ménages pauvres Programme de sensibilisation et promotion des RVO et des activités nutritionnelles Lutte contre les maladies diarrhéiques, la malnutrition, etc. Aménagement d'espaces et d'infrastructures favorables à l'épanouissement des enfants Lutte contre les pires formes de travail des enfants en vue de leur éradication Programme d'extension et renforcement des centres de nutrition communautaires dans les zones défavorisées						
	Scolariser et former les enfants en âge scolaire et non pris en charge	Sensibilisation sur l'importance de l'éducation Dotation de cantines scolaires et latrines dans les zones pauvres Programme Education fondé sur dotations alimentaires ou monétaires dans les familles les plus pauvres des zones pauvres						
Enfants	Protéger et promouvoir les enfants en situation de risque et en conflit avec la loi	Programme de sensibilisation contre les fléaux de la drogue Lutte contre la maltraitance des enfants Prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité Prise en charge des enfants dans les centres de nutrition communautaires Application de la législation qui prend en charge les spécificités des mineurs Renforcement des capacités des familles défavorisées à prendre en charge les enfants						
	Développer une stratégie de prise en charge des enfants en milieu semi ouvert	Programmes d'appui aux écoles coraniques Elaboration et mise en œuvre d'un programme de formation des talibés dans leurs villages d'origine Développement de filières de formation professionnelle dans les daaras						
	Susciter une mobilisation sociale pour l'amélioration des conditions de vie des talibés dans les daaras	Mise en œuvre d'une campagne de parrainage d'enfants de la rue par des familles d'accueil Sensibilisation des maîtres coraniques pour une meilleure gestion du cadre de vie des talibés Appui aux structures et associations de prise en charge des talibés						
- 1	Développer une stratégie de prise en charge des enfants en conflit avec la loi et des enfants en situation difficile	Promotion de la réinsertion sociale des enfants Amélioration des conditions de travail et de la qualité du service dans les structures de prise en charge des enfants en conflit avec la loi						

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires					
	Approfondir les droits des femmes	Développement et mise en œuvre des activités de sensibilisation contribuant à l'élimination des violences faites aux petites filles et aux femmes  Conception et vulgarisation des outils de promotion des droits humains et notamment de la femme  Vulgarisation des textes fondamentaux relatifs aux droits des femmes					
Femmes	Améliorer la situation économique et sociale des femmes	Mise en place d'infrastructures d'allégement des travaux des femmes Mise à la disposition des femmes rurales des technologies et équipements appropriés de transformation et de conservation des produits Mise en place d'un fonds de promotion économique et de soutien aux activités des femmes					
situation de	Promouvoir l'amélioration de la situation de santé des femmes et des filles	Programmes d'accroissement du taux de consultations prénatales et de diminution des taux de morbidité et de mortalité maternelles					
	Améliorer l'état sanitaire et la mobilité des personnes handicapées	Elaboration et mise en place d'un programme national de réadaptation à base communautaire en faveur des handicapés Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions pour l'accessibilité des handicapés aux infrastructures et équipements Mise en œuvre d'un programme spécial de suivi des jeunes filles handicapées enceintes Mise en place d'un programme pour un meilleur accès aux centres de réadaptation fonctionnelle et aux matériels d'appareillage orthopédique Equipements spécialisés et réduction des coûts des appareils et services à usage courant des personnes handicapées					
Handicapés	Promouvoir l'éducation et la formation des personnes handicapées	Equipements spécialisés dans les infrastructures scolaires et universitaires Promotion de la scolarisation universelle des enfants handicapés Distribution de fournitures scolaires aux jeunes handicapés Attribution de la bourse à tout handicapé Implication des personnes handicapées dans les programmes d'alphabétisation					
1	Améliorer la situation économique et sociale des personnes handicapées	Elaboration d'une stratégie nationale d'insertion ou de réinsertion à base communautaire  Promotion de l'accès des personnes handicapées de moyens de production et à l'emploi					
	Lutter contre les préjugés défavorables dont sont victimes les personnes handicapées	Vulgarisation des expériences positives développées par les personnes handicapées Appui au développement institutionnel des structures et organisations oeuvrant pour la promotion des personnes handicapées Elaboration et adoption de lois de protection et de promotion des personnes handicapées					

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires						
	Garantir l'épanouissement physique et moral des aînés	Mise en place de structures sanitaires spécialisées en gériatrie						
Aînés	Encourager la reconversion professionnelle	Fonds de promotion des aînés Sécurisation du travail des aînés qui exercent une activité professionnelle						
	Mettre sur pied un système de prise en charge des aînés	Création d'une allocation minimale interprofessionnelle de retraite						
Jeunes	Améliorer les conditions de vie des jeunes	Renforcement des ressources du Fonds National pour l'Emploi et du Fonds National de Promotion de la Jeunesse Accroissement du nombre de centres de conseils ADO Développement des programmes de prise en charge des jeunes toxicomanes						
Personnes déplacées et réfugiées	Promouvoir l'insertion économique et sociale des personnes déplacées et réfugiées	Mise en place d'un fonds spécial de soutien aux personnes déplacées et réfugiées						
Suivi des groupes vulnérables	Assurer un meilleur ciblage des zones pauvres et des groupes bénéficiaires	Mise en place d'un système de suivi et d'alerte						
Habitat des groupes vulnérables	Assurer un meilleur accès aux parcelles viabilisées et à des logements adéquats	Programme d'amélioration de l'habitat dans les quartiers pauvres péri-urbains et urbains Mise en place d'un fonds de viabilisation et de restructuration foncière des sites des groupes vulnérables Lettre de politique de développement pour l'habitat social des groupes vulnérables Adoption et application du nouveau code de construction						
Population	Maîtriser les phénomènes démographiques	Actualisation et diffusion des modèles de sensibilisation existants Actions d'IEC/Plaidoyer en vue d'un changement des comportements en matière de procréation et d'augmentation de la prévalence contraceptive						

### Mise en œuvre et suivi évaluation

Groupes/Domaines/ Secteurs /	Objectifs /Stratégies	Actions prioritaires						
Mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté	Assurer le suivi de la mise en œuvre du DSRP	Préparation d'un document sur les mécanismes de simplification des procédures portant sur les dépenses du programme d'actions prioritaires avant septembre 2002  Préparation d'un plan d'actions pour accroître le taux d'exécution des dépenses en capital avant fin juillet 2002 *  Préparation d'un document sur le suivi – évaluation de la mise en œuvre du DSRP avant fin juillet 2002 *  Equipement et fonctionnement des organes de pilotage et de suivi Activités d'animation et de communication  Mise en place avant fin 2002 d'un Institut National de la Statistique pour renforcer la fiabilité et l'impartialité des données  Programme de renforcement des capacités des populations et des organisations de la société civile dans la maîtrise d'œuvre de projets et programmes						

<sup>\*</sup> Ces documents seront discutés dans le cadre d'un séminaire sur la mise en œuvre du DSRP avant fin décembre 2002.

Annexe 3: Plan d'Actions Prioritaires
Plan d'Actions Prioritaires - Financement par secteur (s

	AXES STRATEGIQUES - SECTEUR	S Année	Montant prévu	Gap de	Financemen	nt du gap
		_	DSRP	financement	Etat	BDF
		2002	277 379	131 465	30 539	100
	Agriculture	2003	35 037	6 300	2 667	3
	1.8.10411410	2004	33 652	8 578	3 433	5
		2003	34 136 25 691	12 770	5 300	7 -
-	Infrastructures de soutien	2004	29 194	14 938	2 762	12
air		2005	33 292	14 230 22 418	3 442	10
63		2003	850	675	4 245	18 1
nb	Elevage	2004	850	750	50	
B		2005	850	750	50	- 7
10	DA 1	2003	6 000	2 500	0	2.5
9	Pêche	2004	6 000	2 500	o	2.5
Š,		2005	6 500	2 577	0	2.5
CL	Autinomat	2003	667	667	140	5
ma	Artisanat	2004	0	0	0	
ဥ		2005	0	0	0	
adı	Industrie	2003	3 500	0	0	and the second second
2	Industrie	2004	3 500	0	0	
THE STATE OF		2005	3 500	0	0	
us	Energie	2003	12 500	7 952	3 200	47
da	Z.ioi Bio	2004	12 500	9 500	2 200	7.3
Création de richesse dans un cadre macroéconomique sain		2003	12 500	9 500	2 200	7 3
SS	Mines	2004	1 750	1 250	0	1 2.
ch		2005	1 750 1 750	1 250	0	1 2
		2003	840	1 250	0	1 2
Ď	Tertiaire	2004	1 120	840	0	84
ОПО		2005	1 400	1 120	0	1 13
ati		2003	100	100	0	1 40
re	Investissements et exportations	2004	0	100	0	10
0		2005	0	9	0	
		2003	2 300	2 000	0	
	Appui aux PME	2004	2 300	2 300	100	2 00
		2005	2 300	2 300	100	2 20
	P 1:	2003	350	350	200	2 20
- 1	Emploi	2004	350	350	200	15
		2005	350	350	200	15
0	Total		257 524	177 018		
sociaux de		2003	16 347	8 047	12 666	164 35
S E	Education – Formation	2004	16 382	7 182	300 350	7 74
omotion des services sociaux o		2005	16 418	6 118	500	6 83
Sc		2003	19 064	13 479	1 104	5 613
3 8	Santé	2004	20 262	14 942	1 891	12 37 13 05
promotion des services base		2005	21 616	16 436	2 205	14 23
servi	For match!	2003	12 215	3 846	743	3 10:
S	Eau potable	2004	12 500	8 525	1 485	7 040
- G		2005	12 500	12 000	2 026	9 974
6	Ressources naturelles et	2003	30 742	20 280	320	19 960
oti	environnement	2004	33 009	26 523	396	26 127
		2005	33 209	29 566	563	29 003
20	Assainissement	2003	4 280	3 380	220	3 160
-	- Additional -	2004	4 420	3 284	273	3 01 1
(1)	Total	2005	4 560	3 410	290	3 120
ž F	AVINI	-	74 745	61 838	7 130	54 708
2	Enfants	2003	15 100	12 900	1 000	11 900
des groupes vulnérables	Distantes	2004	18 050	14 800	1 250	13 550
des groupes vulnérables		2005	19 300	15 950	1 900	14 050
ici i	Femmes	2003	5 533	5 233	o	5 233
1 1		2004	1 533	1 233	0	1 233
3 > [		2003	1 800 566	1 500	0	1 500
ğ ğ l	Handicapés	2004	709	566	405	161
E E		2005	747	709 747	550	159
E 50		2003	200	200	525	222
SS	Aînés	2004	200	200	0	200
Ď L		2005	200	200	0	200
	****	2003	3 500	2 000		200
3	Habitat des groupes vulnérables	2004	3 607	2 200	500 500	1 500
		2005	3 700	3 400	500	1 700
		2003	197 132	107 503	13 611	2 900
	TOTAL GENERAL	2004	201 888	120 176	16 120	93 892
		2005	210 628	142 642	20 604	104 056
	TO	OTAL	609 648	370 321	50 335	122 038 319 986
	ec DDTE governt denting				10 222	314 4XM

Les ressources PPTE seront destinées au milieu rural (80%) et aux zones périphériques des grandes agglomérations (20%). Elles serviront à combler le gap de financement des actions prioritaires identifiées dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement et de l'agriculture.

Plan d'Actions Prioritaires – Budget d'investissement en millions de francs CFA

Objectifs	Actions prioritaires		Montant prévu		nt acquis		Gap de financement	Financemen	it du gap
			DSRP	Total	Etat	BDF		Etat	BDF
Secteur	Agriculture		102 825	75 177	28 889	46 288	27 648	11 400	16 24
Promouvoir une		2003	300	0	0	0	300	0	30
bonne politique d		2004	200	0	0	0	200	0	20
et de distribution		2005	100	0	0	0	100	0	10
et de distribution		TOTAL	600	0	0	0	600	0	60
		2003	2 667	0	0	0	2 667	2 667	
	Mise en place d'un fonds de bonification du secteur de	2004	3 333	0	0	0	3 333	3 333	
	l'agriculture	2005	4 000	0	0	0	4 000	4 000	
	- Totalian	TOTAL	10 000	0	0	0	10 000	10 000	
Intensifier et		2003	3 796	3 796	22	3 774	0	0	
moderniser la	Appui à la recherche agricole	2004	4 285	4 285	0	4 285	0	0	
production	ppur u iu romorene ugnecie	2005	4 915	3 915	0	3 915	1 000	300	700
agricole		TOTAL	12 996	11 996	22	11 974	1 000	300	700
		2003	5 2 6 9	3 936	0	3 936	1333	0	1333
	Formation et conseils agricoles	2004	7 493	5 493	0	5 493	2000	0	2000
	l agricolog	2005	7 783	5 783	0	5 783	2000	0	2000
		TOTAL	15 212	15 212	0	15 212	0	0	(
	Accroissement des périmètres irrigués	2003	7 763	7 763	3 693	4 070	0	0	(
		2004	4 000	2 955	66	2 889	1 045	100	945
	irrigues	2005	3 000	1 630	130	1 500	1 370	350	1 020
		TOTAL	14 763	12 348	3 889	8 459	2 415	450	1 965
Développer	Développement de la petite irrigation autour des forages, bassins de rétention, etc.	2003	2 000	0	0	0	2 000	0	2 000
l'agriculture		2004	2 000	0	0	0	2 000	0	2 000
irriguée		2005	2 000	0	0	0	2 000	0	2 000
		TOTAL	6 000	0	0	0	6 000	0	6 000
		2003	2 280	2 280	2 280	0	0	0	0
	Construction de barrages anti-sel	2004	2 326	2 326	2 326	0	0	0	0
	et de digues de retenue	2005	2 500	2 000	2 000	0	500	150	350
		TOTAL	7 106	6 606	6 606	0	500	150	350
		2003	2 000	2 000	0	2 000	0	0	0
	Promotion d'unités agro-	2004	1 000	1 000	0	1 000	0	0	0
	industrielles de substitution aux produits importés	2005	800	0	0	0	800	0	800
Promouvoir	produits importes	TOTAL	3 800	3 000	0	3 000	800	0	
l'agro-industrie		2003	6 000	6 000	6 000	0	0	0	800
	Mise en place d'un fonds de	2004	6 000	6 000	6 000	0		0	0
	garantie	2005	6 000	6 000	6 000	0	0		0
		TOTAL	18 000	18 000	18 000	0	0	0	0
		2003	2 962	2 962			0	0	0
Renforcer le rôle	Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de renforcement	2004	3 015	3 015	7	2 955	0	0	0
les organisations	des organisations professionnelles	2004	3 015	2 038	365	2 650	0	0	0
paysannes	paysannes	TOTAL	9 015		0	2 038	1 000	500	500
		TOTAL	9 012	8 015	372	7 643	1 000	500	500

Objectifs	Actions prioritaires		Montant prévu	Montant :	The state of the s		Gap de financement	Financemen	t du gap
Objectina	Actions prioritantes		DSRP	Total	Etat	BDF		Etat	BDF
Secteur	Infrastructures de soutien		88 177	36 591	943	35 648	51 586	10 449	41 13
Renforcer les		2003	20 575	9 500	0	9 500	11 075	1 989	9 080
infrastructures de	Equipement des villages -	2004	20 800	10 860	0	10 860	9 940	2 550	7 39
soutien en milieu	centres	2005	20 800	3 574	0	3 574	17 226	3 387	13 83
rural		TOTAL	62 175	23 934	0	23 934	38 241	7 926	30 31
		2003	1 494	0	0	0	1 494	0	1 49
Etendre le réseau	Réalisation de nouveaux	2004	2 082	0	0	0	2 082	0	2 08:
téléphonique	branchements téléphoniques	2005	2 900	0	0	0	2 900	0	2 90
		TOTAL	6 476	0	0	0	6 476	0	6 47
		2003	2 580	1 253	94	1 159	1 327	565	76
		2004	4 854	4 104	283	3 821	750	600	15
	Réhabilitation de routes en terre	2005	8 050	7 300	566	6 734	750	650	10
Désenclaver les		TOTAL	15 484	12 657	943	11 714	2 827	1 815	1 01
zones rurales		2003	1 042	0	0	0	1 042	208	83
		2004	1 458	0	0	0	1 458	292	1 16
	Construction de routes en terre	2005	1 542	0	0	0	1 542	208	1 33
		TOTAL	4 042	0	0	0	4 042	708	3 33
Secteur	Elevage		2 550	375	300	75	2 175	150	2 02
Detteur	Zierage	2003	350	0	0	0	350	50	30
	Appui au développement des	2004	350	0	0	0	350	50	30
	services vétérinaires privés dans	2005	350	0	0	0	350	50	30
Réaliser la	les zones d'élevage	TOTAL	1 050	0	0	0	1 050	150	90
sécurité		2003	500	175	100	75	325	0	32
alimentaire	Disclass and do	2004	500	100	100	0	400	0	40
	Développement de l'insémination artificielle	2005	500	100	100	0	400	0	40
	T III SOMMING OF GROOM	TOTAL	1 500	375	300	75	1 125	0	1 12:
Secteur	Pêche	TOTAL	18 500	10 923	0	10 923	7 577	0	7 57
Secteur	reche	2003	4 000	3 000	0	3 000	1 000	0	1 00
	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	2003	4 000	3 000	0	3 000	1 000	0	1 00
	Appui pour l'acquisition d'équipements de pêche	2004	4 500	3 423	0	3 423	1 000	0	1 07
Valoriser les		TOTAL	12 500	9 423	0	9 423	3 077	0	3 07
ressources		2003	2 000	500	0	500	1 500	0	1 50
halieutiques	Programme d'appui pour la transformation des produits de	2003	2 000	500	0	500	1 500	0	1 50
		2004	2 000	500	0	500	1 500	0	1 50
	pêche	TOTAL	6 000	1 500	0	1 500	4 500	0	4 50
Control	Artisanat	TOTAL	667	0	0	0	667	140	52
Secteur	Artisanat	2002						140	
Améliorer la	0.6.2.3	2003	667	0	0	0	667	0	52
qualité des produits	Création de centres de distribution décentralisés	2004	0	0	0	0	0	0	
artisanaux	albu loution decentralises	TOTAL	667	0	0	0	667	140	52
Cost	Industria	TOTAL	10 500	10 500	0	10 500	007	0	32
Secteur	Industrie	2003	3 500	3 500	0	3 500	0	0	
2					0		0	0	
Développer le secteur industriel	Dispositif d'appui et de suivi des performances des entreprises	2004	3 500	3 500 3 500	0	3 500	0	0	
socioui iliuusiilel	pertormances des endeprises	2005	3 500		0	3 500		0	
		TOTAL	10 500	10 500		10 500	0		10.25
Secteur	Energie	2002	37 500	10 548	9 020	1 528	26 952	7 600	19 35:
Améliorer et sécuriser l'accès		2003	2 500	1 548	20	1 528	952	200	752
des populations	Accès des populations aux	2004	2 500	0	0	0	2 500	200	2 300
aux combustibles	combustibles domestiques	2005	2 500	0	0	0	2 500	200	2 300
domestiques		TOTAL	7 500	1 548	20	1 528	5 952	600	5 35
Renforcer	90,500 000 00	2003	10 000	3 000	3 000	0	7 000	3 000	4 00
l'électrification	Intensification de	2004	10 000	3 000	3 000	0	7 000	2 000	5 00
rurale	l'électrification rurale	2005	10 000	3 000	3 000	0	7 000	2 000	5 00
		TOTAL	30 000	9 000	9 000	0	21 000	7 000	14 000

Objectifs	Actions prioritair	es	Montant prévu	Montant PT			Gap de financement	Financement du ga		
Secteur			DSRP	Total	Etat	BDF	- mancement	Etat	BDF	
Secteur	Mines		5 250	1 500	1 500	0	3 750	0		
		2003	1 250	0	0	0	1 250	0	12	
Favoriser	Appui technique et financier	The Person Name of Street, or other Designation of the Person of the Per	1 250	0	0	0	1 250	0	1 2:	
l'émergence	aux orpailleurs	2005	1 250	0	0	0	1 250	0	1 2:	
d'activités minières		TOTAL	3 750	0	0	0	3 750	0	3 7:	
artisanales et	200000 2000	2003	500	500	500	0	0	0	37.	
semi-industrielles	Réalisation d'études sur les	2004	500	500	500	0	0	0		
	ressources disponibles	2005	500	500	500	0	0	0		
2 .		TOTAL	1 500	1 500	1 500	0	0	0		
Secteur	Tertiaire		3 360	0	0	0	3 360	0	2.20	
Développer le		2003	840	0	0	0	840	0	3 36	
commerce	commerce Création et réhabilitation de	2004	1 120	0	0	0	1 120	0	1 12	
intérieur marchés run	marchés ruraux	2005	1 400	0	0	0	1 400	0	1 40	
-			3 360	0	0	0	3 360	0	3 36	
Secteur	Secteur privé		100	0	0	0	100	0		
investissements et stratégiq	Préparation d'un document	2003	100	0	0	0	100	0	10	
	stratégique pour l'insertion du	2004	0	0	0	0	0	0	10	
les exportations	Sénégal dans le commerce mondial	2005	0	0	0	0	0	0		
		TOTAL	100	0	0	0	100	0	100	
Secteur	Appui aux PME		6 900	300	300	0	6 600	200	100	
	Organisation et facilitation de l'accès aux services de conseil	2003	300	300	300	0	0	0	6 400	
		2004	300	0	0	0	300	100	200	
Appuyer et		2005	300	0	0	0	300	100		
accompagner les		TOTAL	900	300	300	0	600	200	200	
PME dans leur développement	Développement de programmes de financement par les SFD	2003	2 000	0	0	0	2 000	0	400	
рримин		2004	2 000	0	0	0	2 000	0	2 000	
	pour les secteurs porteurs	2005	2 000	0	0	0	2 000	0	2 000	
		TOTAL	6 000	0	0	0	6 000	0	6 000	
Secteur Renforcer	Emploi		1050	0	0	0	1050	600	450	
'efficacité et la		2003	350	0	0	0	350	200	150	
ransparence du	Programme d'information sur le	2004	350	0	0	0	350	200	150	
marché de	marché de l'emploi	2005	350	0	0	0	350	200	150	
l'emploi		TOTAL	1 050	0	0	0	1 050	600	450	
Secteur	Education- formation		49 147	27 800	12 000	15 800	21 347	1 150	20 197	
	Construction, réhabilitation et	2003	15 875	8 300	4 000	4 300	7 575	200	7 375	
	équipements de salles de classes	2004	15 875	9 200	4 000	5 200	6 675	200		
Généraliser	et d'écoles primaires	2005	15 875	10 300	4 000	6 300	5 575	300	6 475 5 275	
enseignement		TOTAL	47 625	27 800	12 000	15 800	19 825	700	19 125	
élémentaire		2003	472	0	0	0	472	100	372	
	Distribution de manuels	2004	507	0	0	0	507	150	357	
	scolaires	2005	543	0	0	0	543	200	343	
		TOTAL	1 522	0	0	0	1 522	450	1 072	

Objectifs	Actions prioritaires		Montani prévu DSRP	Mon	tant acquis PTIP		Gap de financem	Financ	ement du g
			Daki	Total	Etat	BDF	7	Etat	BD
-	Santé		60 942	16 085	3 540	12 545	44 857	5 200	39 657
		200	3 300	-			300	-	300
	Accessibilité des pauvres au services de santé	200	4 350	-			350	-	350
	services de sante	200	5 350				350	-	350
		Total	1 000				1 000		1 000
		200:	1 000				1 000	-	1 000
	Acquisition de médicaments sociaux	2004	1 1 500				1 500	-	1 500
	Sociaux	2005	1 500	-			1 500	-	1 500
		Total	4 000	-			4 000		4 000
		2003	3 000	405	-	405	2 595	400	2 195
	Construction et réhabilitation de Centres de santé	e 2004	3 500	140		140	3 360	604	2 756
	Centres de sante	2005	3 853	-	-		3 853	700	3 153
		Total	10 353	545		545	9 808	1 704	
		2003	1 764	-		-			8 104
	Construction et réhabilitation de Postes de santé	e 2004	2 064	-		-	1 764 2 064	354	1 410
	Postes de santé	2005	2 550		-	<del>                                     </del>	2 550	590	1 474
		Total	6 3 7 8	-				789	1 761
		2003	500	_			6 378	1 733	4 645
	Contractualisation des	2004	750			-	500		500
Améliorer la	prestations de services	2005	1 250	-		-	750	-	750
qualité et l'offre des services de santé		Total	2 500				1 250		1 250
		2003	1 500	1.451			2 500	-	2 500
	Développement de programmes de vaccination	2004	1 750	1 451		1 451	49	49	-
		2005	2 000	1 451		1 451	299	250	49
		Total	5 250	951	-	951	1 049	250	799
				3 853	-	3 853	1 397	549	848
	Equipement des infrastructures	2003	5 000	500		500	4 500	50	4 450
	sanitaires	2004	4 148	500		500	3 648	150	3 498
		2005	3 113	500		500	2 613	250	2 363
		Total	12 261	1 500		1 500	10 761	450	10 311
	Formation de spécialistes et	2003	100				100	12	88
	stages pratiques	2004	200				200	23	177
		2005	200				200	23	177
ł		Total	500				500	58	442
1	Logisticus/for	2003	700	-			700	81	619
	Logistique/évacuation sanitaires des zones pauvres	2004	800	-			800	93	707
		2005		-	- 1		-		
ŀ		Total	1 500	-			1 500	174	1 326
	D-6	2003	700	-			700	58	642
	Renforcement des services à base communautaire	2004	700	-			700	81	619
	_	2005	800	-			800	93	707
		Total	2 200	-			2 200	232	1 968
		2003	1 500	1 500	180	1 320	-	-	
mália - 1	Lutte contre le paludisme	2004	1 500	1 500	180	1 320	-		-
méliorer la evention et la	*	2005	2 000	2 000	180	1 820		- 1	-
tte contre le		Γotal		5 000	540	4 460		-	
A/VIH et le		2003		1 729	1 000	729			
paludisme	Prévention et Prise en charge du	2004		1 729	1 000	729		100	1 171
	traitement des malades du SIDA	2005			1 000			100	1 171
					3 000			300	2 171 4 513

Objectifs	Actions prioritaires		Montant prévu	Montant a			Gap de financem ent	Finance ga	ment du ip
			DSRP	Total	Etat	BDF	1	Etat	BDF
Secteur	Eau potable		37 215	12 844	3 394	9 450	24 371	4 254	20 11
		2003	5 000	3 654	1 249	2 405	1 346	243	1 10
	Construction de forages	2004	5 000	2 830	0	2 830	2 170	561	1 60
1 4	motorisés	2005	5 000	0	0	0	5 000	986	4 01
		TOTAL	15 000	6 484	1 249	5 235	8 516	1 790	6 72
Accroître le taux		2003	4 215	4 215	575	3 640	0	0	
d'accès à l'eau	Réhabilitation et fonçage de	2004	4 500	645	70	575	3 855	424	3 43
potable	puits modernes en milieu rural	2005	4 500	0	0	0	4 500	540	3 960
		TOTAL	13 215	4 860	645	4 215	8 355	964	7 39
	Réhabilitation de forages	2003	3 000	500	500	0	2 500	500	2 000
	et réalisation d'ouvrage de	2004	3 000	500	500	0	2 500	500	2 000
	stockage	TOTAL	3 000	500	500	0	2 500	500	2 000
Secteur	Ressources naturelles et	TOTAL	9 000	1 500 20 591	1 500	20 364	7 500	1 500	6 000
	environnement	2002					76 369	1 279	75 090
	Promotion d'unités	2003	5 000 6 667	0	0	0	5 000	50	4 950
	d'exploitation et de transformation des produits forestiers	2004	6 667	0	0	0	6 667	66	6 601
Valoriser les		TOTAL	18 334	0	0	0	6 667	100	6 567
ressources forestières		2003	1 250	1 178	18	1 160	18 334 72	216	18 118
	Renforcement des capacités des	2004	1 250	240	3	237	1 010	10	995
	producteurs	2005	1 250	0	0	0	1 250	28	1 222
		TOTAL	3 750	1 418	21	1 397	2 332	53	2 279
	Protection et aménagement des forêts, des bassins versants	2003	7 500	1 453	10	1 443	6 047	45	6 002
		2004	7 500	1 524	10	1 514	5 976	50	5 926
		2005	7 500	370	5	365	7 130	100	7 030
Sauvegarder l'environnement et		TOTAL	22 500	3 347	25	3 322	19 153	195	18 958
lutter contre la		2003	15 222	7 831	86	7 745	7 391	164	7 227
désertification	Mise en œuvre de programmes	2004	15 222	4 722	55	4 667	10 500		
	d'aménagement et d'agro- foresterie	2005	15 222	3 273	40			200	10 300
	Toresterie	TOTAL				3 233	11 949	267	11 682
		2003	45 666 300	15 826	181	15 645	29 840	63.1	29 209
0 1.1.0				0	0	0	300	30	270
Sauvegarder la faune et la flore	Programme de lutte contre les feux de brousse	2004	300	0	0	0	300	30	270
	roun do orousso	2005	400	0	0	0	400	30	370
		TOTAL	1 000	0	0	0	1 000	90	910
	Elaboration de plans régionaux	2003	70	0	0	0	70	7	
Trouver un point	pour l'environnement	2004	70	0	0	0	70	7	63
d'équilibre entre la		2005	70	0	0	0	70	7	63
satisfaction des besoins des		TOTAL	210	0	0	0	210	21	189
populations et le	Mise en couvre de plans	2003	1 400	0	0	0	1 400	14	1 386
maintien de la biodiversité	Mise en œuvre de plans régionaux pour l'environnement	2004	2 000	0	0	0	2 000	28	1 972
Ologiveisite		2005	2 100	0	0	0	2 100	31	2 069
		TOTAL	5 500	0	0	0	5 500	73	5 427

Objectifs	Actions prioritaires		Montant prévu	Montant PT			Gap de financement		ment du
			DSRP	Total	Etat	BDF		Etat	BDF
Secteur	Assainissement		13 260	3 186	637	2 549	10 074	783	9 29
		2003	2 000	900	180	720	1 100	220	88
	Augmentation de la connexion	2004	2 000	1 136	227	909	864	273	59
Améliorer l'accè	au réseau d'assainissement en milieu urbain et péri-urbain	2005	2 000	1 150	230		850	290	56
à des systèmes		TOTAL	6 000	3 186	637	2 549			
adéquats d'évacuation des		2003	2 000	0	037		2 814	783	2 03
excréta				-		0	2 000	0	2 00
	Construction de latrines pour les ménages en milieu rural		2 000	0	0	0	2 000	0	2 00
		2005	2 000	0	0	0	2 000	0	2 00
A(1: 1) >		TOTAL	6 000	0	0	0	6 000	0	6 00
Améliorer l'accè à des systèmes		2003	280	0	0	0	280	0	28
adéquats	Développement de systèmes de gestion des déchets solides en	2004	420	0	0	0	420	0	42
d'évacuation des eaux usées et des	mailion umbain	2005	560	0	0	0	560	0	56
ordures ménagère		TOTAL	1 260	0	0	0	1 260	0	1 26
Secteur	Enfants		41 250	8 400	600	7 800	32 850	3 850	
		2003	100	0	0	0	100	100	29 000
	Amélioration du système de	2004	100	0	0	0	100	100	(
A course uno	soins de santé primaires	2005	100	0	0	0	100	100	(
Assurer une couverture socio-		TOTAL	300	0	0	0	300	300	(
sanitaire et		2003	1 600	0	0	0	1 600	300	1 600
nutritionnelle	Lutte contre les maladies diarrhéiques, la malnutrition, etc	2004	1 600	0	0	0	1 600		1 600
adéquate aux enfants de		2005	1 600	0	0	0	1 600		1 600
familles		TOTAL	4 800	0	0	0	4 800	0	4 800
vulnérables	Lutte contre les pires formes de travail des enfants en vue de leur éradication.	2003	100	100	100	0	0	0	0
		2004	50	0	0	0	50	0	50
		2005	50	0	0	0	50	0	50
		TOTAL	200	100	100	0	100	0	100
	Same in the same of the same o	2003	100		0	100	0	0	0
	Sensibilisation sur l'importance de l'éducation	2004	100	100	0	100	0	0	0
Scolariser et ormer les enfants		TOTAL	300	300	0	100	0	0	0
n âge scolaire et		2003	600	0	0	300	0	0	0
on pris en charge	Dotation de cantines scolaires et	2004	600	0	0	0	600	0	600
	de latrines dans les zones pauvres	2005	600	0	0	0	600	0	600
	pauvics	TOTAL	1 800	0	0	0	1 800	0	1 800
		2003	1 333	0	0	0	1 333	100	1 233
	Programme de sensibilisation	2004	2 250	0	0	0	2 250	200	2 050
	contre les fléaux de la drogue	2005	3 000	0	0	0	3 000	300	2 700
		TOTAL	6 583	0	0	0	6 583	600	5 983
		2003	1 667	0	0	0	1 667	100	1 567
Protéger et	Prise en charge des enfants en	2004	3 500	0	0	0	3 500	200	3 300
promouvoir les	situation de vulnérabilité	2005	4 000	0	0	0	4 000	500	3 500
enfants en tuation de risque		TOTAL	9 167	0	0	0	9 167	800	8 367
t en conflit avec	Prise en charge des enfants dans	2003	6 000	2 000	The Contract of the Contract o	1 800	4 000	700	3 300
la loi	les centres de nutrition	2004	6 000	3 150	-	2 950	2 850	750	2 100
	communautaires	2005 TOTAL	6 000 18 000	3 250		3 050	2 750	1 000	1 750
1		2003	2 500	8 400		7 800	9 600	2 450	7 150
	Renforcement des capacités des	2003	2 500	0	0	0	2 500	0	2 500
	familles défavorisées à prendre	2005	2 500	0	0	0	2 500	0	2 500
	en charge les enfants	TOTAL	7 500	0	0	0	2 500 7 500	0	2 500 7 500

Objectifs	Actions prioritaires		Montant prévu	Montan PT	t acquis TP		Gap de financement	Financem	ent du gap
			DSRP	Total	Etat	BDF		Etat	BDF
Susciter une mobilisation sociale		2003	400	0	0	0	400	0	40
pour l'amélioration	Appui aux structures et	2004	600	0	0	0	600	0	60
des conditions de vi		2005	600	0	0	0	600	0	60
des talibés dans les daaras	des tailbes	TOTAL	1 600	0	0	0	1 600	0	1 60
		2003	200	0	0	0	200	0	20
Développer une	Promotion de la réinsertion	2004	250	0	0	0	250	0	25
stratégie de prise en	sociale des enfants	2005	250	0	0	0	250	0	25
charge des enfants er conflit avec la loi et	n	TOTAL	700	0	0	0	700	0	70
	The state of the s	2003	500	0	0	0	500	0	50
des enfants en situation difficile	travail et de la qualité du service	2004	500	0	0	0	500	0	500
situation diffiche	dans les structures de prise en charge des enfants en conflit	2005	500	0	0	0	500	0	500
	avec la loi	TOTAL	1 500	0	0	0	1 500	0	1 500
Secteur	Femmes		8 866	900	900	0	7 966	0	7 966
		2003	533	300	300	ol	233	0	233
Améliorer la	Mise en place d'infrastructures	2004	533	300	300	0	233	0	233
	d'allégement des travaux des femmes	2005	800	300	300	0	500	0	500
situation économique		TOTAL	1 866	900	900	0	966	0	966
et sociale des		2003	4 000	0	0	0	4 000	0	
femmes	Mise en place d'un fonds de promotion économique et de	2004	0	0	0	0	0	0	4 000
	soutien aux activités des	2005	0	0	0	0	0	0	0
	femmes	TOTAL	4 000	0	0	0	4 000	0	4,000
D	Programmes d'accroissement du taux de consultations prénatales et de diminution du taux de morbidité et de mortalité maternelles  Handicapés	2003	1000	0	0	0	1000		4 000
Promouvoir l'amélioration de la		2004	1000	0	0	0		0	1000
santé des femmes et		2005	1000	0	0	0	1000	0	1000
des filles		TOTAL	3000	0	0	0	1000	0	1000
Secteur		TOTAL	2 022	0	0		3000	0	3000
Améliorer l'état	Equipements spécialisés et	2003	286	0	0	0	2 022	1 480	542
sanitaire et la	réduction des coûts des	2004	429	0		0	286	205	81
mobilité des	appareils et services à usage	2004	467	0	0	0	429	350	79
personnes handicapées	courant des personnes handicapées	TOTAL	1 182		0	0	467	325	142
nandicapees	nandicapees			0	0	0	1 182	880	302
	Equipements spécialisés dans	2003	100	0	0	0	100	100	0
Promouvoir	les infrastructures scolaires et	2004	100	0	0	0	100	100	0
l'éducation et la	universitaires	2005	100	0	0	0	100	100	0
formation des		TOTAL	300	0	0	0	300	300	0
personnes	Promotion de la scolarisation	2003	80	0	0	0	80	0	80
handicapées	universelle des enfants	2004	80	0	0	0	80	0	80
	handicapés	2005	80	0	0	0	80	0	80
Améliorer la		TOTAL	240	0	0	0	240	0	240
	Promotion de l'accès des	2003	100	0	0	0	100	100	0
et sociale des	personnes handicapées à	2004	100	0	0	0	100	100	0
personnes	l'emploi	2005	100	0	0	0	100	100	0
handicapées		TOTAL	300	0	0	0	300	300	0

Objectifs	Actions prioritaires		Montant prévu		Montant acquis PTIP		Gap de financement	Financement du gap	
			DSRP	Total	Etat	BDF		Etat	BDF
Secteur	Aînés		600	0	0	0	600	0	600
Garantir	V	2003	100	0	0	0	100	0	100
l'épanouissement	Mise en place de structures sanitaires spécialisées en gériatrie	2004	100	0	0	0	100	0	100
physique et moral des aînés		2005	100	0	0	0	100	0	100
des aines	-	TOTAL	300	0	0	0	300	0	300
F		2003	100	0	0	0	100	0	100
Encourager la reconversion professionnelle	Fonds de promotion des aînés	2004	100	0	0	0	100	0	100
		2005	100	0	0	0	100	0	100
		TOTAL	300	0	0	0	300	0	300
Secteur	Habitat des groupes vulnérables		10 807	3 207	0	3 207	7 600	1 500	6 100
	D 11 (11)	2003	1 500	1 500	0	1 500	0	0	0
Assurer un	Programme d'amélioration de l'habitat dans les quartiers pauvres péri-urbains et urbains	2004	1 607	1 407	0	1 407	200	0	200
meilleur accès		2005	1 700	300	0	300	1 400	0	1 400
aux parcelles		TOTAL	4 807	3 207	0	3 207	1 600	0	1 600
viabilisées et à des	Mise en place d'un fonds de viabilisation et de restructuration foncière des sites des groupes	2003	2 000	0	0	0	2 000	500	1 500
logements adéquats		2004	2 000	0	0	0	2 000	500	1 500
uaoquus		2005	2 000	0	0	0	2 000	500	1 500
	vulnérables	TOTAL	6 000	0	0	0	6 000	1 500	4 500
TOTAL GENERAL		2003	197 132	89 629	24 414	65 215	107 503	13 611	93 892
		2004	201 888	81 712	19 185	62 527	120 176	16 120	104 056
101	IOIAL GENERAL		210 628	67 986	18751	49 235	142 642	20 604	122 038
		TOTAL	609 648	239 327	62 350	176 977	370 321	50 335	319 986

## BUDGET DE FONCTIONNEMENT (Coûts additionnels)

Secteurs	Objectifs Années	2003	2004	2005	TOTAL
Education-	Généraliser l'enseignement de base	520	570	570	1660
Formation	Entretien des classes	250	300	300	850
roi mation	Recrutement de personnel enseignant	270	270	270	810
	Améliorer la qualité et l'offre de services de santé fournis aux populations	4519	5197	5395	15111
Santé	Recrutement et mise en place de personnel médical	857	906	955	2718
Sante	Motivation de personnel des zones pauvres et enclavées	1500	1500	1500	4500
	Fonctionnement des infrastructures et services	2162	2791	2940	7893
Autres Charges	Charges Récurrentes	2980	4022	4903	11905
	Suivi du DSRP	1049	665	665	2379
	Fonctionnement des organes de pilotage et de suivi	537	345	345	1227
Mise en Œuvre	Activités d'animation et de communication	412	220	220	852
	Programme de renforcement des capacités des populations et des organisations de la société civile dans la maîtrise d'œuvre de projets et programmes	100	100	100	300
	TOTAL	9068	10454	11533	31055

## Annexe 4 : Tableau des indicateurs Indicateurs d'impacts

Objectifs	Domaine		Objectifs chiffrés				
		Définition	Réféi	ence	0		
			Niveau	Année	2005	2010	2015
	Pauvreté	Incidence de la pauvreté	53,90%	2001	45%	35%	25%
		Taux d'alphabétisation	39,1	2001	45%	58%	73%
		Taux d'alphabétisation des hommes	51,1	2001	55%	65%	75%
		Taux d'alphabétisation des femmes	28,9%	2001	35%	50%	70%
o,		Taux de scolarisation au primaire*	70%	2001	80%	95%	98%
bas	Education	Taux de scolarisation des filles (primaire)*	64,8	2001	76%	95%	98%
x de		Taux de scolarisation des garçons (primaire)	73,9	2001	84%	95%	98%
ciau		Taux d'accès à l'école primaire à moins de 30mn	81,4%	2001	90%	98%	100%
Amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux de base		Taux d'accès à l'école primaire en milieu rural à moins de 30mn	71,9%	2001	80%	95%	100%
/ice		Taux d'inscription à l'école primaire	81,72%	2000	90%	95%	100%
ser		Morbidité due au paludisme	24,85	1999	10%	5%	1%
aux	Santé	Taux de prévalence du SIDA	1,4%	2000	1 - 2%	1 - 2%	1 - 2%
res		Taux de mortalité maternelle(100 000 naissances vivantes)*	510	2000	410	300	200
auv		% d'accouchements assistés	44%	1998	60%	75%	90%
es b		Taux de couverture des consultations prénatales	67,3%	1998	75%	85%	95%
ss de		Taux de couverture vaccinale	48%	1998	70%	95%	100%
acce		Taux de mortalité juvénile (pour mille)	98	2000	85	75	50
de l		Taux de mortalité infantile (pour mille)	60	2000	50	40	30
non		Taux d'accès aux services médicaux à moins de 30 mn (rural)	41,8%	2001	50%	70%	90%
orati		Taux d'accès aux services médicaux à moins de 30 mn (urbain)	79,7%	2001	85%	95%	98%
nélio	Nutrition	% des enfants souffrant de l'insuffisance pondérale	19,1%	2001	15%	5%	3%
Ar		% des enfants souffrant de l'émaciation	9,2%	2001	5%	3%	1%
	Accès à l'eau potable	Taux d'accès à l'eau potable à moins de 15 mn (urbain)	93,3%	2001	100%	100%	100%
		Taux d'accès à l'eau potable à moins de 15 mn (rural)	83,4%	2001	95%	100%	100%
		Consommation d'eau par jour et par personne	28 L	2000	35 L	35 L	35 I
		Taux de croissance annuelle du PIB	5,6%	2001	8%	>8%	>10%
Macroéco	Secteur réel	Taux d'inflation	3,00%	2001	<3%	<3%	<3%
nomie		Taux d'investissement	19,9	2001	27,80%	30%	>30%
		Taux d'épargne	15,6	2001	21,7%	25%	>25%
		Taux d'endettement	74,3%	2001	65%	60%	60%
		Solde de la balance courante / PIB (hors dons)	-6,7%	2001	-7,0%	-3%	>0
		Solde budgétaire de base/PIB (hors PPTE) et assainissement	-1,00%	2001	>2%	>2%	>2%
		entreprises publiques					
		Contribution à la croissance du secteur primaire*	0,8	2001	1,50%	3%	>=3%
Mise e	n œuvre	Taux d'exécution du Plan d'Actions Prioritaires		2003	100%	100%	100%

<u>Indicateurs intermédiaires</u> (sauf indication contraire, il s'agit des dépenses de fonctionnement)

	Secteurs		2002	2003	2004	2005
ion de l'accès des services sociaux de base	Education	Dépenses Education/dépenses totales	32 %	35 %	37 %	40 %
		Dépenses Education primaire/dépenses totales Education	42,3 %	44 %	45,3 %	46,4 %
		Dépenses Totales éducation pour les 5 régions les plus pauvres (taux de croissance)	-	16 %	17 %	18 %
	Santé	Dépenses Santé/dépenses totales	9,2 %	9,5 %	9,8 %	10 %
	Same	Dépenses Santé primaire (taux de croissance)*	-	10 %	11,5 %	14 %
Amélioration pauvres aux ser ba	Assainissement	Dépenses d'investissement pour l'assainissement/dépenses totales d'investissement	1,2 %	2,4 %	2,8 %	3 %
	Eau	Dépenses d'investissement pour l'eau/ dépenses totales d'investissement	8,3 %	21,6 %	24,6 %	26 %
Création de richesse	Agriculture	Dépenses d'investissement pour l'agriculture/ dépenses totales d'investissement	10,9 %	13,6 %	20,5 %	21 %

<sup>\*</sup> Il n'y pas encore de données fiables sur les dépenses de santé primaire. Toutefois, il est retenu de les faire croître un peu plus que le PIB nominal.

## Indicateurs de finances publiques\*

		2002	2003	2004	2005
	Pression fiscale en %	18,1	18,2	18,2	18,2
	Masse salariale/recettes fiscales en %	29,9	29,2	28,2	27,1
S	Dépenses d'investissement/ressources internes/ recettes fiscales en %	21,7	23,6	23,4	23,2
Finances Publiques	Dépenses en capital en % du PIB	7,4	9,4	9,6	9,7
	y. compris PPTE	7,7	10,1	10,2	10,3
	Excédent ou déficit de base en % du PIB	1,3	1,2	1,2	1,4
	(hors PPTE)	2,2	2,0	2,1	2,2
	Excédent ou déficit (-) base caisse en % du PIB				
	Dons compris	-0,4	-1,0	-1,2	-0,9
	Dons non compris	-2,6	-4,4	-4,4	-4,4

<sup>\*</sup> Indicateurs de performance